

LA FEDERATION ALGERIENNE DES ASSOCIATIONS DES DIABETIQUES PREVIENT

“Les produits “Insula” et “Sugar” sont dangereux !”

Vantées par des chaînes satellitaires arabes deux “préparations douteuses” importées du Moyen-Orient sont “illucitamment” vendues en Algérie. Il s’agit d’un produit dénommé “Insula” ou “Insoulin”, c’est selon, et “Sugar”, cédés pour leurs supposées vertus thérapeutiques à 15 000 DA au marché noir et même dans certaines officines.

Saïda Azouzi - Alger (Le Soir) - “Attention, il y a danger !”, prévient le président de la Fédération algérienne des associations des diabétiques (FAAD) qui, par ce cri de détresse, souhaite attirer l’attention des diabétiques sur les risques de la prise de ces “pseudo” solutions miraculeuses et que les pouvoirs publics qui doivent impérativement déclencher une enquête et prendre les mesures qui s’imposent pour enrayer ce commerce informel et

certains fins activités de ceux qui profitent de la détresse des diabétiques et de leur famille pour s’enrichir même s’il y a de la vie des citoyens. “La majorité des malades qui ont pris ces soi-disant médicaments ont eu des complications, les médecins et les spécialistes pneumiques et autres”, c’est sur la base de leurs remarques et sur celles d’un questionnaire que nous avons présenté aux diabétiques qui connaissent des complications

que nous nous sommes rendu compte que les malades interrogés avaient pris soit “Sugar” soit “Insula”, parfois les deux, quand ils n’ont pas recourus aux charlatans”, a indiqué jeudi dernier Noureddine Boucetta, en marge de l’installation officielle du bureau national de la fédération, issu du congrès du 24 mars dernier. Lors de son point de presse, le président n’a pas manqué de fustiger “les charlatans” qui prétendent guérir la maladie par les “plantes” ou certaines herbes que l’on dit miraculeuses. Il est formel, l’Etat doit intervenir dans les meilleurs délais pour mettre fin aux activités de ces “escrocs” dont les rangs grossissent chaque jour un peu plus

et qui se concentrent essentiellement dans les wilayas de Oum-el-Bouaghi, Tيارت et Adrar, notamment à Timimoun. “Il faut que les malades comprennent que dans le cas du diabète, la médecine traditionnelle ne peut traiter et encore moins guérir ce type de maladies”, martèle le président qui souhaite la collaboration des médias tous supports confondus pour sensibiliser les diabétiques et leurs familles aux risques de cette médecine “parallèle”, avant de nous préciser que 10% de la population algérienne est atteinte de diabète. Il y aurait donc près de 3 millions d’insulinodépendants en Algérie. Une frange qui, selon le président de la fédération des associations des diabétiques,

doit faire l’objet de toute l’attention des pouvoirs publics notamment les ministères de la Santé, du Travail, de la Solidarité et de l’Education nationale. A ce dernier, il est demandé de procéder, par le biais de la médecine scolaire, au dépistage systématique de cette maladie. “On se rend compte, même si nous n’avons pas encore de statistiques, qu’il y a de plus en plus d’enfants atteints du diabète”, indique le président de la FAAD dont l’organisation compte, à partir de son plan d’action 2007, agir pour amener les pouvoirs publics à prendre des décisions à même d’améliorer les conditions de vie des diabétiques. Il y a lieu selon l’association, dont la création remonte à 1993, de faire

en sorte que les conditions de la prise en charge des femmes diabétiques enceintes vivant dans les milieux ruraux soient améliorées. Partant du fait que la majorité des diabétiques est issue de milieux défavorisés, pauvres, il en appelle à l’insertion des malades dans le filet social pour qu’ils puissent bénéficier d’indemnités qui leur permettraient d’acheter les médicaments. D’ailleurs, la commission sociale de la fédération travaille sur toutes les propositions susceptibles d’aider les diabétiques pour peu que l’Etat joue le jeu. La fédération, qui prône la sensibilisation, compte aussi une commission scientifique composée de médecins, de spécialistes et de paramédicaux. S. A.

CHRONIQUE / EN QUELQUES MOTS : DE-CI, DE-LA

Après les kamikazes, après les marches “spontanées”, place à la manipulation

Plutôt que de nous livrer les résultats des investigations menées par les enquêteurs, suite aux attentats du 11 avril 2007, plutôt que d’exprimer sa solidarité aux côtés des familles endeuillées et victimes blessées, l’Exécutif schizophrénique, comme à son habitude, s’est empressé de mettre en place un scénario de désinformation destiné à dissocier l’idéologie islamiste et attentats du 11 avril. Ce fut là, son unique préoccupation et sa priorité. C’est ainsi que le premier magistrat du pays, donna le ton à Constantine en employant le qualificatif de “moukharribine” (saboteurs) pour nommer les terroristes-islamistes. Ils ne s’agit nullement d’un terme choisi par hasard.

Si le chef de l’Etat avait dit “terroriste” il aurait reconnu par là même, que sa “réconciliation”, si chère à son cœur d’islamiste avait échoué. Ce serait être naïf, que de croire Abdelaziz Bouteflika, disposé à faire cet aveu “spontané”.

Ce fut au tour du ministre de l’Intérieur de prendre le relais, en déclarant que le véhicule piégé ayant fait exploser le Palais du gouvernement, avait été “dirigé par un système appelé communément télécommande” (Yazid Zerhouni). Autrement dit, le “gentil” conducteur dudit véhicule, avait l’intention de refermer les portières, de s’en aller promener paisiblement dans les rues d’Alger, et de ressortir vivant du Palais du gouvernement !

Et c’est avec Abdelaziz Belkhadem que nous avons atteint le summum de la manipulation lorsqu’il déclara publiquement à Sidi-Fredj le 19 avril 2007 : “Le kamikaze a voulu prendre la fuite.”

Tentant ainsi d’obtenir notre adhésion à leurs mensonges, les membres de l’Exécutif se sont lamentablement succédé pour nous livrer leur vrai message soit : 1) Les attentats du 11 avril 2007 n’ont pas été commis par des kamikazes. 2) Donc s’il n’y a pas de kamikazes, cela signifie que ceux-là n’existent pas en Algérie et n’ont jamais existé.

3) En conséquence de quoi, puisqu’il n’y a jamais eu de kamikazes, il convient de bannir ce terme “inélegant” de notre langage et d’effacer de nos mémoires l’image d’hommes suicide haineux prêts à tuer et à mourir.

Kamikaze est un mot qui n’est pas algérien. Il est américain, espagnol, britannique, indonésien, marocain, tunisien. Mais il ne saurait être algérien.

Comment nous Algériens au-dessus de la mêlée, protégés par la bonne fée “réconciliation”, qui savons tout sur tout, aurions des k-a-m-i-l-k-a-z-e-s ? (Dites-le à voix perdue inaudible afin qu’on ne vous entende pas).

Kamikazes est un mot qui est un mot que tout “bon Algérien” ne doit pas prononcer. Le faire c’est être un traître à la nation, un anti-nationaliste, puisque saboteur de la réconciliation. Abdelaziz Belkhadem n’a-t-il pas dit “les auteurs des attentats sont le fait de personnes que la réconciliation dérange” ? Elle n’est pas dérangeante, elle est injuste et révoltante. Cependant, les familles des victimes du terrorisme n’ont jamais semé la mort et la haine. Ces “éradiquées” faut-il le rappeler ont été éradiquées ? Et le seul patriote qui s’est défendu en abattant un émir islamiste qui ne cessait de le provoquer, “crève” dans sa cellule pour le réconciliation dérange ?

La grâce présidentielle et l’amnistie ne concernent pas le patriote Mohamed-Toussi Gharbi. Ce n’est pas un terroriste tant pis pour lui.

Etre nationaliste, c’est donc affirmer avec le premier magistrat du pays, son chef du gouvernement, son ministre de l’Intérieur, de préférence tous en chœur et “spontanément”. Le 11 avril 2007, il n’y avait pas de kamikazes et la réconciliation

est en parfaite santé. Excellente même ! Dites-le à voix perdue. Belkhadem, vingt fois, cent fois, mille fois. Cela repoussera à ne point en douter les futurs kamikazes. N’est-ce pas là une preuve supplémentaire de la certitude qu’a ce même Exécutif sur notre capacité à avaler couleuvres et pythons, puisque nous n’existons que pour être dupés et bernés ? D’autant qu’en créant lui-même la rumeur relative à l’inexistence de kamikaze, il (l’exécutif) va bien au-delà de la désinformation. Il cherche à guider nos esprits “médiocres” (Abdelaziz Bouteflika qualifiant son peuple de “médiocre et sale”) vers une autre cible. C’est-à-dire vers d’autres commanditaires de la GSPC et Al-Qaïda Maghréb. Et bien entendu l’opinion supposée “moutonnaire” dira fatalement : “Il n’y a pas de fumée sans feu.” N’est-ce pas gravissime que ce soient les autorités politiques au plus haut niveau, préoccupées de sauver ce qu’elles croient pouvoir encore sauver de leur réconciliation qui nous réservent le plat réchauffé du “qui-tu-qui” ?

Puisqu’enfin c’est de cela qu’il s’agit. Cependant, comme dit l’adage : “Trompe-moi une fois honte sur toi, trompe-moi deux fois honte sur moi.” Libre aux haineux irréductibles de l’armée et autres forces de sécurité, de croire que... de dire que... de penser que... d’accuser sans la moindre preuve. Libre à Abdelaziz Belkhadem, à son chef d’Etat, farouches, opposants aux deux à l’arrêt du processus électoral “la première violence fut l’arrêt des élections de 1991” (Abdelaziz Bouteflika) de suggérer... de détourner l’attention...

Libre au ministre de l’Intérieur d’affecter les voitures pourvues de télécommandes et de tenter de nous infantiliser. Cependant, dans leurs jeux politiques une chose leur est interdite ou plutôt aurait dû leur être interdite. Celle-ci a pour nom : INDECENCE. Indécence à l’égard des victimes déshéritées ce 11 avril 2007, leurs familles meurtries, les nombreux blessés et les rescapés marqués à vie. Indécence surtout à l’égard d’un enfant de quatre ans qui ne verra plus jamais la lumière du jour.

Ce petit ange n’a évidemment pas pour nom patronymique Belkhadem, Zerhouni ou Bouteflika. On peut le mépriser, c’est là la raison pour laquelle en chœur et “spontanément” avec notre “cher” exécutif nous devons absolument “croire” que le 11 avril 2007 des véhicules d’une intelligence sans pareille, sans chauffeur, munis d’un système automatique connaissant parfaitement les quartiers de la capitale s’en sont allés errer du côté du Palais du gouvernement, de la Sûreté de Bab-Ezzouar, près du domicile du directeur de la Sûreté nationale. Personne ne les conduisait.

Ils ont été fabriqués pour tuer. Tuer sans raison, sans revendication. Ce sont des véhicules fous. Et là, la “main de l’étranger” est identifiable. C’est évidemment le concessionnaire d’automobiles !

Cherchez la marque et vous trouverez le fabricant ! Cette “main de l’étranger” si commode pour masquer l’incurie de l’exécutif ! N’est-ce pas grotesque ?

Ainsi le 11 avril 2007, Boudina Mourir, kamikaze, est une invention des médias. Et il n’y a que sa mère qui croit dur comme fer, qu’elle a mis au monde un jour un garçon qu’elle a prénommé Mourir et qui est allé se faire exploser sous le nom de Ibnou Jabal le 11 avril 2007. Pour tuer et se tuer.

Et puisque ce sinistre individu comme celui de Bab-Ezzouar ou encore celui qui a abandonné le véhicule piégé devant le domicile du DGSN, n’ont jamais existé, il faut tout de même que Abdelaziz

Belkhadem soit à même de nous expliquer les raisons pour lesquelles, du 11 au 27 avril 2007, des réconciliation à besoin de barricades, de blocs de pierre d’une hauteur impressionnante et autres obstacles, destinés à protéger ministères et autres institutions étatiques ? Pourquoi toute cette panoplie dans le pays de Bouteflika et Belkhadem réconcilié et sécurisé ? Sans oublier de signaler les routes déviées, ou carrément fermées aux automobilistes comme aux piétons. Un rappel ne souffrant aucun doute sur le retour des années de terrorisme et des kamikazes (dites-le à haute voix cette fois-ci car ils sont là et bien là).

Alors Abdelaziz Belkhadem et consorts peuvent faire dans la triomphalisme, ils peuvent faire marcher le peuple (au sens propre et figuré) “spontanément” pour défendre leur réconciliation, ils ne peuvent et ne pourront pas occulter ces deux réalités que tout un chacun est à même de palper. La première est celle des ministères dont les responsables se barricadent parce qu’ils ont peur des kamikazes. Des citoyens qui ont également peur de mourir déshérités et qui savent que l’exécutif a très peur que ça recommence. C’est l’autre réalité. Et lorsque Abdelaziz Belkhadem dit : “Nous sommes réconciliés, réconciliés, réconciliés jusqu’à la mort”, il ne dit pas par contre comment fera l’exécutif pour dissuader d’autres kamikazes de tuer.

Il ne le dit pas, parce qu’il lui faudrait reconnaître que la guerre contre le terrorisme islamiste résulte essentiellement de la fermeté des autorités politiques.

Il lui faudrait reconnaître que la propagande centrée sur le combat aux côtés des Irakiens “n’est qu’une parade du GSPC qui n’arrive plus à recruter pour réinvestir les maquis en Algérie” (Liberté 24 avril 2007).

Il lui faudrait reconnaître que sa réconciliation est un échec en cuisant échec. Car comme l’avait dit un intervenant dans sa communication “le terrorisme islamiste : une menace transnationale” lors des journées consacrées à un colloque sur le terrorisme les 26-27-28 octobre 2002 à Alger : “Il est illusoire de prétendre domestiquer l’islamisme génétiquement totalitaire et violent pour l’insérer dans le jeu démocratique. L’islamisme radical n’exprime pas une revendication religieuse, identitaire. C’est une pathologie, une dérive identitaire. A ce titre, la guerre n’est même pas commencée et c’est aux musulmans eux-mêmes et à leurs élites en particulier à mener la lutte” (Colonel Djamel-Edidine Bouzghaït). Colloque au cours duquel, les présents s’en souviennent, Richard Labbé avait dit : “L’enjeu de l’épreuve (Lutte contre le terrorisme) est l’autorité de l’Etat.”

Et lorsque le même Belkhadem dit “qu’il demeurera réconciliateur jusqu’à la mort”, il n’a pas entendu dire qu’il serait prêt à sacrifier sa petite personne dans l’explosion d’une bombe “antiréconciliation”. Les voitures piégées c’est pour le peuple qui se doit de croire aux véhicules “intelligents”.

Sans chauffeur, à la paix et à la sécurité garanties par un Etat qui se barricade derrière des barrières, des policiers en faction formés pour mourir en toute constance pour que puisse perdurer un pouvoir réconciliateur. Un Etat où le premier magistrat du pays ne juge pas nécessaire de présenter des condoléances aux familles endeuillées. Mais que dis-je ? Expri-me-t-on sa compassion à un peuple “médiocre” ? Et s’il était bienvenu et juste que l’artificier ayant désarmé la bombe destinée au DGSN fut honoré et promu par ses chefs, les policiers mous au Palais du gouvernement n’auraient-ils pas eu droit eux aussi, aux

mêmes honneurs à titre posthume ? N’était-il pas la parole aux chargés de protéger l’institution ? Ainsi, dix-sept jours à peine, après l’effroyable 11 avril 2007, l’Exécutif s’attelle avec le zèle qui le caractérise, à enterrer les bombes, les kamikazes, sans être certain que d’autres ne frapperont pas. Et face à cette schizophrénie politique, il faut espérer que Dieu sera le meilleur protecteur. C’est l’unique souhait ou prière que l’on puisse formuler puisque pour l’heure, le sujet toléré si l’on entend s’intéresser à la chose politique a trait aux législatives. C’est paraît-il “l’affaire du siècle” où l’un déclare qu’il remportera le match, l’autre qu’il réalisera un score de 30% etc... etc., qu’auront donc ceux que le premier magistrat du pays a gratifié le 8 avril 2004 de 01,94% et de 01% ? (zéro, un/cinq).

Le savent-ils seulement ? Ce qui est par contre sûr c’est que “l’insuable”, “l’indispensable” Saïd Bouchari, le sait mais ne le dira pas car il a juré de “détruire la fraude” ! N’est-ce pas ?

Allons bon ! L’élection présidentielle en France passionne les Algériens si l’on juge par les discussions et échanges entre amis. Le 6 mai 2007 nous parle beaucoup plus que le 17 mai 2007. “Qui sera élu ?” Se demande-t-on. Pour ma part, je ne changerai pas d’opinion quand bien même Mme Ségolène Royal deviendrait présidente de la République française.

Ladite opinion étant fondée sur le fait réel et historique des rapports tant tendus, tantôt carrement mauvais entre socialistes du PS français et l’Algérie. Cela remonte bien avant les années de terrorisme, François Mitterand ayant été comme on le sait ministre de l’Intérieur durant la guerre de Libération. Et durant les années de terrorisme-islamiste, c’est Mme Simone Veil qui soutient Nicolas Sarkozy qui a tenu sa main aux Algériens sans exiger d’explication de texte, c’est par contre Mme Martine Aubry (P.S.) qui m’a dit à Lille alors qu’elle me recevait en sa qualité de maire en 1997 mais aussi de militante du P.S. : “Les démocrates doivent condamner la violence d’où qu’elle vienne.” Je lui parlais de nourrissons décapités, de femmes et de jeunes adolescentes violées, elle me récitait leçon, bien apprise de “l’Internationale socialiste”. Par ailleurs, qu’a donc fait cette gauche socialiste pour les banlieues françaises ? La politique de ghettoïsation n’est-elle que le fait de la droite ? Certainement pas.

Alors, à tout choisir avec la droite française il n’y a aucune illusion à se faire mais le discours est clair sans la couche de sentimentalisme et de sensiblerie socialiste totalement inutile en politique. L’Algérie n’a guère besoin de maternage, elle doit être prise pour ce qu’elle est : un partenaire et seulement cela. Avec un chef d’Etat maîtrisant parfaitement les grands dossiers internationaux et sensibles. D’ailleurs dans le n° 240 d’avril 2007 Arabias a publié les réponses des deux candidats à propos des relations qu’ils comptent entretenir avec l’Algérie, voici des extraits :

Ségolène Royal : “Je veux promouvoir une relation nouvelle sous le signe de la modernité et de la solidarité... Je m’engageai pour bâtir la relation apaisée et dense tournée vers l’avenir” ??? Beaucoup de généralités en vérité.

Nicolas Sarkozy : “J’ai toujours pensé que l’amitié n’avait pas besoin d’être gravée dans le marbre d’un traité. Au-delà du traité qui viendra en son temps, nous souhaitons progresser avec les Algériens sur les divers aspects de notre relation bilatérale...” C’est clair, concis quand bien même il y aura l’épreuve du terrain. Evidemment, mes détracteurs ou



Par Leïla Aslaoui

partisans de Ségolène Royal parmi mes compatriotes, me rappelleraient vite que Nicolas Sarkozy c’est aussi le discours sur l’immigration, l’identité nationale, le “karcher”... Je le sais et ne saurai l’oublier. Mais entre un François Mitterand qui s’est permis en 1991 de dire que le “processus démocratique n’aurait pas dû être arrêté” et qui a permis l’octroi de statut de “réfugiés politiques” à de nombreux, très nombreux islamistes radicaux, et un Nicolas Sarkozy qui a déclaré que le terrorisme-islamiste devait être combattu, ce dernier est certainement plus rassurant, quand bien même les choses seront parfaitement claires avec lui. Il restera que l’Algérie n’est pas un pays qui laisse indifférent.

Elle est une partenaire très intéressante et sans complexe aucun, on est en droit d’attendre qu’elle soit traitée comme telle. Et dans ce type de relations, les mots amour, amitié, solidarité, n’ont pas leur place. Lucidité est le seul terme admis.

Bien entendu, je ne perds pas de vue que l’image de l’Algérie n’est pas ce qu’elle devrait être en raison d’un réel immobilisme de l’Etat, et de l’absence réelle elle aussi, du premier magistrat du pays de la scène politique.

Croyant être rassurant, son chef du gouvernement a répondu à une question d’un journaliste sur l’état de santé du chef de l’Etat : “Vous l’avez vu à la télévision”. C’est bien là que se situe le problème. Outre en effet que les images diffusées sur le petit écran n’étaient pas annunciatrices de bonnes nouvelles, il y a lieu d’ajouter que l’heure est venue de nous dire la vérité. Nous avons ce droit citoyen, car Abdelaziz Bouteflika n’est pas Monsieur Tout le monde, mais le chef de l’Etat dont la responsabilité est d’être capable de diriger. Ne serait-ce que pour nous dire ce qu’il compte faire contre d’autres kamikazes.

Où alors de partir ne serait-ce qu’en raison d’un lamentable échec suite à une impossible réconciliation entre bourreaux et victimes. Allons-nous donc continuer à fonctionner avec un président “à mi-temps” qui, durant son premier mandat a passé plus de temps à l’étranger que dans son pays et qui s’est éclipse pour ne faire que de rares apparitions durant son second mandat ? Il y va de la crédibilité d’un Etat et d’un pays et les Algériens ont le droit de savoir.

L. A. N. B. : Au moment où j’achève ma chronique, j’apprends que l’ANP a abattu le coordinateur d’EI Qaïda Maghréb”. Excellente nouvelle qui signifie à Abdelaziz Belkhadem et consorts que leurs jeux politiques sont totalement frappés d’obsolescence.